

COOP DEC INFO - n°4

Lettre d'information sur la coopération décentralisée – février 2005

Pour tout problème de lecture, [nous demander une version pdf](#) de cette lettre.

Pour vous [désinscrire](#), nous renvoyer simplement un mél avec le titre « desinscription », votre nom et collectivité.

SOMMAIRE

- ASIE DU SUD – COLLECTIVITES FRANÇAISES
- ASIE DU SUD – AUTRES ACTEURS
- 3 APPELS A PROJETS - FINANCEMENTS
- CO-EAU-PELATION – LOI OUDIN
- ACHATS PUBLICS ETHIQUES / COMMERCE EQUITABLE
- SENSIBILISATION – COMMUNICATION
- ACTUALITE DE LA FORMATION
- NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION :
- RENDEZ VOUS
- OFFRES D'EMPLOI – MOUVEMENTS

ASIE DU SUD – COLLECTIVITES FRANÇAISES

10 493 156,00 € : c'est le montant voté, uniquement sur 2005, par 178 collectivités locales françaises identifiées par l'Agence COOP DEC Conseil à ce jour.

Ces sommes se répartissent de la manière suivante :

- Régions (22/26) : 3 299 000 €
- Départements (62/100) : 3 874 009 €
- Intercommunalités (15) : 600 000 €
- Villes (77) : 2 720 147 €

Par ailleurs certaines collectivités locales réfléchissent à :

- un engagement « post-urgence » dans le cadre d'aide aux ONG pour la reconstruction ou de partenariat de coopération décentralisée
- une structuration de la « mobilisation d'urgence » en tirant les leçons des mobilisations pour l'Algérie (2003) et pour l'Asie, pour mieux préparer les prochaines crises.

Le conseiller d'Etat **Jean-Claude Mallet** a été nommé mercredi en conseil des ministres **délégué ministériel à l'aide la France aux Etats affectés par le tsunami du 26 décembre en Asie**. Il sera chargé de "faire en sorte que soit parfaitement coordonnée l'intervention de la France sur le terrain, à la fois l'intervention publique et l'intervention des différentes organisations non gouvernementales",

Contact : Ministère des Affaires Etrangères - Délégation à l'Action humanitaire (DAH) : 01.53.59.11.10

Comme pour le tremblement de terre en Algérie en 2003 (164 collectivités mobilisées pour plus de 3,2 M€) l'agence COOP DEC Conseil publiera dans les 3 prochains mois, une étude sur la mobilisation des collectivités locales françaises (analyse des montants, des affectations, par région, par bénéficiaires).

Merci de nous transmettre dès à présent vos communiqués de presse et délibérations [par mél](#).

ASIE DU SUD – AUTRES ACTEURS

Recensement des actions des ONG françaises en Asie

Le souci des ONG et de leurs partenaires institutionnels (Ambassades, MAE...) est de pouvoir avoir une vision globale des actions des ONG françaises dans les territoires touchés, et de l'évolution de ces actions. Le CCFD et Coordination SUD ont échangé leurs informations afin d'aboutir à un tableau « cartographie des aides » recensant les actions et régions d'intervention de presque 50 ONG françaises. Ce tableau a été réalisé par le service Asie Pacifique du CCFD : Il est à télécharger sur le site de Coordination SUD à l'adresse suivante :

http://www.coordinationsud.org/article.php3?id_article=1395 - Source : lettre SUD – 14 janvier 2005.

« Bulle de générosité » des donateurs

Le cabinet TBWA a publié sur son site Internet les résultats d'une enquête sur l'impact de la « bulle de générosité » constatée aux lendemains de la catastrophe sur les logiques et les comportements des dons. Retrouvez les résultats de l'enquête TBWACorporateNon Profit – Cerphi – Wei Opinion sur <http://www.nonprofit.tbwa-corporate.com/pages/edito.htm>

Source : lettre SUD

Aide de l'Union Européenne

Concerning humanitarian aid, the European Commission has allocated EUR 123 million for actions to be implemented in the affected countries. Of these, 23 million have already been contracted for 21 emergency

projects (food aid, health, water supply, sanitation, psychosocial support and child protection) in Indonesia, Sri Lanka and the Maldives which are all underway. Further EUR 80 millions (bringing the total to EUR 103 million) will be committed in the near future for short term rehabilitation actions in the countries mentioned above plus India and Thailand. Action will focus on the shelter, water and sanitation, health and livelihood support sectors.

Liste des aides promises par les états de l'Union Européenne

<http://europe.tiscali.be/index.jsp?section=home&level=preview&content=307578>

3 APPELS À PROJETS - FINANCEMENTS

ASIA PRO ECO (SPÉCIAL POST-TSUNAMI)

La Commission européenne et les Etats membres sont en train de travailler à l'adoption d'un budget supplémentaire de 15 Million € pour un nouveau programme Asia Pro Eco II B - POST TSUNAMI. Ce programme ressemble fort au programme Asia Pro Eco II, mais il a été redéfini afin d'assister dans les efforts de reconstruction et de réhabilitation des zones touchées.

Plus d'informations sur ces appels à proposition seront bientôt disponible sur le site de l'Union Européenne. Une réunion des personnes intéressées aura lieu le 15 février 2005 à Bruxelles.

Pour s'inscrire : Asia Pro Eco II team - email: europaaid-asia-pro-eco@cec.eu.int

Le programme Asia Pro Eco vise à renforcer le dialogue environnemental entre l'Europe et l'Asie.

Pour de plus amples informations, consulter le site Asia Pro Eco:

http://europa.eu.int/comm/europaaid/projects/asia-pro-eco/index_en.htm

Les activités devraient porter sur le soutien des études et actions d'assistance technique en faveur des autorités gouvernementales identifiées, couvrant notamment l'apport d'une expertise en ce qui concerne l'énoncé de politiques et/ou l'adaptation des cadres institutionnels, la formation des responsables nationaux, la préparation de plans directeurs opérationnels et/ou d'études stratégiques, la coordination des plans nationaux.

Groupe cible : autorités nationales ou régionales, des opérateurs du secteur public ayant fait leurs preuves en matière de fourniture d'assistance dans le domaine de l'élaboration des politiques de défense de l'environnement. Le soumissionnaire d'un Etat membre de l'Union européenne doit avoir un partenaire d'un pays/territoire participant d'Asie et un partenaire d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Niveau maximal de cofinancement: 75 %

Montant maximal des subventions: 500 000 euros

Montant minimal des subventions: 150 000 euros.

Date limite : 05-04-2005

FONDS FRANCOPHONE DES INFOROUTES

Le Fonds francophone des inforoutes lance son 13^e appel à propositions avec une attention particulière à celles qui permettront de contribuer au développement et à la diffusion des logiciels libres ; à l'appropriation des technologies de l'information et de la communication par les femmes, les jeunes et les populations rurales ; au développement de partenariats croisés public-privé-société civile ; à la mise en place d'approches régionales favorisant les échanges et collaborations sous-régionales et le déploiement des projets à l'échelle sous-régionale. Date de clôture de la remise des dossiers : 31 mars 2005. Pour rappel, le Fonds a pour mission de promouvoir l'accroissement de l'usage et de la maîtrise des NTIC dans les pays du Sud et d'Europe Centrale et Orientale :

www.francophonie.org/fonds Source : [Courrier de l'Internet citoyen](#) – Numéro 191 – 13 janvier 2005

L'EUROPE EN PLUS LARGE – FONDATION DE FRANCE

La Fondation de France, lance, pour la 3^{ème} année consécutive, un appel à projet qui a pour but de favoriser les rapprochements dans les faits par des projets concrets et communs aux acteurs de la société civile française avec leurs homologues des nouveaux membres de l'Union européenne.

La Fondation de France prendra en compte les projets portés par des associations, des syndicats, des groupes professionnels, des petites collectivités locales et leur groupement qui ont déjà établi (ou qui sont en train de mettre au point) une action partenariale avec un moins un des dix pays (les huit nouveaux membres de l'Union et les deux candidats).

Thèmes : solidarité, emploi, culture, environnement, formation, santé.

Une attention particulière sera portée aux projets liés à l'un des pays baltes.

Attention : sont exclus les programmes de coopération internationale traditionnelle.

Date limite de soumission des dossiers : le 15 mars 2005

Appel à projets : <http://www.fdf.org/download/Europe2005.pdf>

Dossier de candidature : http://www.fondationdefrance.net/download/candidature2005_europe.doc

Contact : Fondation de France - Jean-Claude Fages - 40, avenue Hoche - 75008 Paris - aline.charles@fdf.org

CO-EAU-PERATION – LOI OUDIN

Le Parlement a adopté définitivement jeudi une proposition de loi qui légalise l'aide financière des collectivités et des organismes de distribution d'eau pour des actions d'urgence et des coopérations dans le domaine de l'eau. Le texte offre la possibilité « aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, aux syndicats mixtes et aux agences de l'eau » d'aider des collectivités étrangères et de subvention des actions humanitaires d'urgence sur le thème de « l'eau et l'assainissement », « dans la limite de 1% de leurs ressources », c'est-à-dire sur le budget annexe « eau ».

Télécharger le texte : <http://www.assemblee-nat.fr/12/ta/ta0375.asp>

L'agence COOP DEC Conseil développe, avec ses partenaires spécialistes de l'eau, un appui spécifique pour la mise en place de ces fonds par les collectivités. N'hésitez pas à nous contacter.

ACHATS PUBLICS ETHIQUES / COMMERCE EQUITABLE

Coton Equitable

Le 11 janvier s'est tenue, à Paris, la deuxième réunion du Comité de pilotage du projet du coton équitable, qui associe le ministère des Affaires étrangères, le Centre pour le Développement de l'Entreprise, le groupe Dagrès et l'association Max Havelaar France.

Ce projet vise à donner naissance à un commerce équitable de produits à base de fibre de coton en réponse à la profonde crise du coton que connaissent les producteurs dans les pays du Sud et, notamment, en Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Cameroun, Sénégal).

Les principaux objectifs du projet sont :

- une meilleure rémunération d'un certain nombre de producteurs de coton en Afrique de l'Ouest et du Centre par des ventes croissantes à un prix équitable,
- la sensibilisation des consommateurs aux problématiques liées à la culture du coton à l'échelle mondiale,
- la valorisation de la qualité de la fibre de coton africain par un système de qualité spécifique répondant aux exigences des industriels de la filière textile et aux attentes des consommateurs,
- la pérennisation et l'extension des pratiques d'une agriculture durable,
- la transformation locale du coton-fibre afin de contribuer au renforcement de l'industrie textile africaine.

Le comité du pilotage a déjà constaté que les premiers résultats de ce projet sont très encourageants : la structuration professionnelle des groupements de producteurs de coton se poursuit avec une forte implication des sociétés cotonnières locales ; les premiers conteneurs de coton équitable ont été livrés à des filateurs et les premiers produits devraient sortir à la fin du mois de Janvier.

Pour plus d'informations :

Initiatives

- Le Conseil général de Seine Saint Denis organise le mardi 1^{er} mars, une formation sur le thème : « installer une démarche de commerce équitable au sein de sa collectivité » pour les 40 communes du département.
Contact : [Anne Laure Barrès](#) – Via le Monde - (01) 41 60 89 17

SENSIBILISATION – COMMUNICATION

CENTRE D'APPEL SPECIAL SUR LA CONSTITUTION EUROPEENNE

Pour mieux informer les Français sur la Constitution européenne, le ministère des Affaires étrangères a mis en place un centre d'appel spécial. - Ouvert du lundi au samedi de 9h à 18h, son numéro est le suivant : 0810 2005 25 (numéro Azur, coût d'une communication locale).

Ce centre a pour mission de répondre aux questions des particuliers sur la Constitution européenne. Il est possible de se procurer, par l'intermédiaire du centre, un exemplaire du texte du projet de Constitution européenne.

Cité nationale de l'histoire de l'immigration et ADRI

L'ADRI – Agence pour le développement des relations interculturelles, qui a travaillé depuis le 10 avril 2003 au projet de Cité nationale de l'histoire de l'immigration, a fermé ses portes le 31 décembre 2004. Le 1^{er} janvier 2005 était publié au *Journal officiel* le [décret de création](#) de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Celle-ci reprend toutes les activités de l'ancienne Adri, dont la publication de la lettre d'information, qui s'intitule désormais Lettre de la Cité qui se fera l'écho à la fois des activités de la Cité et de l'actualité de l'histoire et des cultures de l'immigration. <http://www.histoire-immigration.fr>

SMSI – Villes et pouvoirs locaux

Le site du second Sommet mondial des villes et des pouvoirs locaux sur la société de l'information qui se tiendra à Bilbao (Biscaye – Espagne) du 9 au 11 novembre prochain, est ouvert. On y trouvera le processus préparatoire, le projet de Déclaration de Bilbao en vue de la tenue du SMSI à Tunis en décembre prochain, le programme provisoire des journées... : www.it4all-bilbao.org Source : [Courrier de l'Internet citoyen](#) – Numéro 191 – 13 janvier 2005

ACTUALITE DE LA FORMATION

Institut de Formation des Elus Territoriaux – IFET

- Développer une action de coopération internationale – Paris, 8 et 9 mars 2005
- Projet de coopération décentralisée : financement et gestion – Paris, 12 et 13 avril 2005

Contact : ifet@departement.org ou Tél. : 01 45 49 60 26

CNFPT

- [Du jumelage à la coopération décentralisée](#)
2 jours du 09/06/05 au 10/06/05 AIX EN PROVENCE
- [Conduire et animer un projet de coopération culturelle avec un pays d'Europe centrale et orientale \(PECO\)](#)
Du 03/10/05 au 06/10/05 ENACT NANCY.
- [Montage de projet dans le cadre de la coopération décentralisée](#)
2 jours du 24/11/05 au 25/11/05 SAINT LAURENT DU VAR
- La coopération régionale dans l'Océan indien : quels types, quels partenariats et quels financements ?
Durée 5 jours - Dates : 06,07,08,09,10/06 et 12,13,14,15,16/09 CHRISTOPHE POMEZ - 0262902819

Agence COOP DEC Conseil

- [Sécuriser sa coopération internationale](#) (1 journée) – 3 mars / 15 avril 2005 - Paris
- [Evaluer une politique de coopération décentralisée](#) (1 journée) – 11 mars / 14 avril 2005 - Paris
- [Installer une démarche de commerce équitable](#) (1 journée) – 2 mars 2005 – Paris
- Nouvelle session du **Cursus de formation « l'action internationale des collectivités locales »**
L'Agence COOP DEC Conseil renouvellera l'organisation de son cursus de formation **le 31 mars 2005**.
Composé de **6 sessions de 2 journées et d'un tutorat individuel**, ce cursus est destiné aux agents et élus souhaitant aborder l'ensemble des méthodologies d'action en coopération internationale.
Détails et programme sur [demande](#) ou sur [notre site internet](#).
Possibilité de pré-inscription pour la session de septembre 2005.

NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION :

L'Agence COOP DEC Conseil diffuse sur son site, des listes d'accords de coopération par pays. www.coopdec.org rubrique « base de données » -Si vous souhaitez informer les collectivités locales françaises de vos nouveaux accords, merci de nous communiquer la convention de coopération décentralisée par [mél](#).

Plusieurs accords en cours d'élaboration suite à la catastrophe en Asie, notamment :
- Région Poitou Charentes et

RENDEZ VOUS

L'Association Internationale des Régions Francophones a organisé **les 11èmes rencontres internationales des Régions francophones**, les 8 et 9 février 2005, à Marrakech
Plus d'infos : www.regions-francophones.com

France Coopération Internationale prépare les **5èmes Rencontres françaises de la coopération multilatérale**.
Celles-ci devraient avoir lieu les 14 et 15 avril 2005 à Paris. - Plus d'infos : www.fci.fr

OFFRES D'EMPLOI – MOUVEMENTS

La lettre COOP DEC Info est diffusée à plus de 1000 exemplaires. Si vous souhaitez diffuser une offre d'emploi ou faire part aux acteurs de la coopération décentralisée de votre prise de fonction, merci de nous communiquer vos textes par [mél](mailto:contact@coopdec.org) : contact@coopdec.org

- **Le Conseil général des Pyrénées orientales** recherche un **Chargé de mission Europe** – cadre A.
Pour tous renseignements, contacter M. Sire, Directeur Economie et Territoire – Tél : 04-68-85-82
Candidature à adresser avant le 25 février 2005 – CG Pyrénées orientales, Service des Ressources humaines, BP 906, 66906 Perpignan Cedex.
- **ARRICOD** : JJ Derrien (DRI Nantes) reprend la présidence de l'**Association des Responsables Relations Internationales et Coopération Décentralisée**. L'équipe du bureau est complétée par M.F. Kerroc'h (DRI Rennes), M. Sagez (Amiens) et E. Barincou (CG Hérault) - Vice-présidents ; J. Aumasson (CG Vienne) – Secrétaire ; C. Giorgi – Trésorière ; J.F. Collin – Trésorier adjoint. Web : <http://arricod.free.fr>

Cette lettre d'information est diffusée par l'Agence Coop Dec Conseil, spécialisée dans la formation, l'accompagnement, le conseil et l'évaluation de l'action internationale des collectivités

Agence COOP DEC Conseil - 1 place Paul Verlaine - 92100 Boulogne Billancourt - www.coopdec.org

Pour nous contacter : contact@coopdec.org - Tél : 06 12 72 96 71

Pour vous [désinscrire](#), nous renvoyer simplement un [mél](#) avec le titre « désinscription ».

« COOP DEC INFO », diffusée par Internet, est libre de droit. Merci de nous informer de vos rediffusions et d'indiquer la source.